

Déclaration de la LIT-QI face à l'état d'exception au Paraguay

L'ancien évêque Fernando Lugo est arrivé à la présidence du Paraguay, il y a presque deux ans, après une victoire électorale historique contre le Parti Colorado qui a gouverné le Paraguay y compris sous la dictature de Stroessner.

Lugo était vu par les masses comme l'espoir d'un changement radical au Paraguay. Toutefois son gouvernement n'a jamais cessé d'être un gouvernement bourgeois. Lugo a gagné la campagne électorale en coalition avec le Parti Libéral Radical Authentique (PLRA), un secteur de la bourgeoisie paraguayenne. L'immense majorité des formations de gauche du pays, à l'exception de nos camarades du PT, a participé à la campagne pour son élection et défend encore aujourd'hui sa présidence, comme partenaires minoritaires du gouvernement.

Son élection a été accueillie avec enthousiasme par Evo Morales, Hugo Chavez, Tabaré Vazquez, Lula et même Fidel Castro. Jusqu'à aujourd'hui, ils le considèrent un des gouvernements « bolivariens », « socialistes » ou « de gauche » du continent.

Le gouvernement de Lugo-PLRA a gouverné depuis le premier moment pour les Paraguayens riches et a défendu fondamentalement les intérêts des multinationales et des grands propriétaires terriens, principalement des Brésiliens. Pendant tout ce temps, il a persécuté et réprimé les paysans et les syndicalistes et il a pris, en outre, des mesures économiques qui n'ont fait qu'abaisser le niveau de vie du peuple.

En ce moment, les actions de la soi-disant Armée du Peuple Paraguayen (EPP), à laquelle on attribue quelques kidnappings célèbres, ont été prises comme excuse par le gouvernement de Lugo pour déclarer l'état d'exception dans cinq départements du pays. Cette mesure signifie que, pendant son application, la population est dépourvue de garanties démocratiques. Depuis son entrée en vigueur, une grande partie du Paraguay est entre les mains de l'armée, qui aura de vastes pouvoirs pour réprimer non seulement l'EPP mais aussi les masses paysannes et les travailleurs organisés. Comme dit la déclaration de nos camarades du PT : *« Par cet état d'exception, le gouvernement aurait des pouvoirs exceptionnels pour combattre l'« insurrection » et pourrait entrer par la force dans des logements et des locaux, procéder à des détentions sans ordre judiciaire, interdire des réunions et des manifestations publiques, en plus d'approfondir la militarisation de la zone, comme le réclament Franco et la droite traditionnelle. »*.

L'état d'exception a été utilisé par la dictature de Stroessner sous l'appellation d'état de siège. Lugo, qui vient de conclure des accords avec l'impérialisme étasunien, qui a formé ses bataillons de « contre-insurrection » et qui l'a conseillé, en collaboration avec le gouvernement colombien d'Uribe, a pris le chemin de la répression contre le peuple pauvre paraguayen. De cette façon, il a suivi non seulement le chemin des gouvernements du Parti Colorado qui l'ont précédé, mais il a repris les méthodes de la dictature militaire sanguinaire.

Non satisfait avec l'application de l'état d'exception, le gouvernement de Lugo prétend en outre, selon ses principaux porte-parole, militariser le pays, en accordant à l'armée le pouvoir de faire usage de son armement sans la nécessité de déclarer l'état d'exception. A cet effet, ils prétendent

proposer la modification de la loi de Défense Nationale et Sécurité Intérieure.

Il n'y a que la mobilisation des masses qui pourra empêcher qu'il puisse appliquer l'état d'exception contre les paysans, les travailleurs et les secteurs populaires paraguayens. Il est nécessaire que la gauche, qui jusqu'à présent, a soutenu Lugo, s'oppose frontalement à l'état d'exception et appelle de façon unitaire à la résistance contre les mesures autoritaires.

La LIT-QI appelle l'ensemble de la gauche mondiale et tous les secteurs syndicaux, politiques et sociaux démocratiques à rejeter l'état d'exception au Paraguay ainsi que la prétention de donner tous les pouvoirs aux militaires, comme à l'époque de la dictature de Stroessner.

Il faut dénoncer toutes les attaques auxquelles la mesure du gouvernement de Lugo peut donner lieu de la part de l'armée et d'autres forces répressives de ce pays. Il est urgent de se prononcer contre cette mesure, partout dans le monde, et de protester devant les ambassades ou les consulats paraguayens. Faisons savoir à Lugo que les masses ne vont pas le soutenir sur son chemin de la répression contre le peuple.

La plus vaste solidarité avec le peuple paraguayen est nécessaire pour pouvoir empêcher et désarmer les mesures d'exception.

A bas l'état d'exception au Paraguay !

Défendons tous les droits démocratiques des paysans et des travailleurs paraguayens !

Non à la répression !

Secrétariat International de la LIT-QI

São Paulo, le 3 mai 2010